

ROYAUME DU MAROC
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU



Appel d'offres ouvert N° 58/2021/ABHS

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**Maintenance préventive et curative des équipements de télémesure
hydro-climatologique dans le bassin de l'Ouergha**

Marché reconductible

Table des matières

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	3
CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE	6
ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE	6
ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE	6
ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE.....	7
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT	7
ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 10 : DUREE DU MARCHE.....	7
ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX.....	8
ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX :	8
ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF	8
ARTICLE 15: RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE	8
ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT	8
ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD	9
ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC.....	9
ARTICLE 21 : RECEPTION DEFINITIVE	9
ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE	9
ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION	10
ARTICLE 24 : MESURES DE SECURITE.....	10
ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	10
ARTICLE 26 : FORCE MAJEURE	10
CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	11
ARTICLE 27 : DEFINITION DE LA MAINTENANCE.....	11
ARTICLE 28 : DEFINITION D'UNE PANNE	11
ARTICLE 29 : RECEPTION DU RETABLISSEMENT D'UNE PANNE.....	11
ARTICLE 30 : MAINTENANCE PREVENTIVE	11
ARTICLE 31 : MAINTENANCE CURATIVE.....	12
ARTICLE 32 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE	13
ARTICLE 33 : DELAIS D'INTERVENTION	13
ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX.....	13
ARTICLE 35 : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF.....	14

PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert en application des articles 7 et 16 du décret n°2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

ENTRE

L'Agence du Bassin Hydraulique de Sebou, créée par le décret n° 2-00-477 du 17 Châabane 1421 (14 Novembre 2000). Représentée par son Directeur, et désignée ci-après par le Maître d'Ouvrage (M.O) ou ABHS

D'UNE PART

ET

1. Cas d'une personne morale

M..... qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social..... Patente n°

Registre de commerce de Sous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*) ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

2. Cas de personne physique

M.....
Agissant en son nom et pour son propre compte.
Registre de commerce de Sous le n°
Patente n° Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)
ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
..... (*Les références de la convention*) :

- Membre 1 :

M. qualité
Agissant au nom et pour le compte de en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.
Au capital social..... Patente n°
Registre de commerce de..... Sous le n°
Affilié à la CNSS sous n°
Faisant élection de domicile au
Compte bancaire n° (*RIB sur 24 positions*)
Ouvert auprès de

- Membre 2 :
(*Servir les renseignements le concernant*)

-

- Membre n :

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant M..... (*Prénom, nom et qualité*) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution de l'étude, ayant un compte bancaire commun sous n° (*RIB sur 24 positions*) ouvert auprès.....

Désigné ci-après par le terme « prestataire ».

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

L'objet du marché issu du présent appel d'offres est la passation d'un marché reconductible pour la maintenance préventive et curative des équipements de télémesure hydro-climatologique dans le bassin de l'Ouergha.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHÉ

Les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernent la maintenance et l'entretien des équipements de télémesure faisant partie du système de suivi des ressources en eau dans le bassin de l'Ouergha.

Le prestataire doit exécuter suivant les exigences la réparation, l'entretien des équipements qui lui seront confiés, énumérés comme suit :

N°	Description du matériel	Quantité
1	Datalogger CPL+ de PARATRONIC	6
2	Modem GSM/GPRS avec antenne pour la transmission des données (GSM Ecrogener)	4
3	Capteur de niveau type Radar (marque PARATRONIC)	5
4	Pluviomètre Automatique	6
5	Batterie, panneau solaire et régulateur de charge	7
6	Deux (2) serveurs centraux et deux (2) PCs de concentration et l'affichage des données avec accessoires (onduleur, clavier, souris, écran ...etc.)	1
7	Radios data numériques RTU y compris antennes et câbles coaxial (radio DATA COMATIS)	7
8	Logiciels d'exploitation des stations de télémesure (Logiciel FOLLOW, SCORPION, base de données, ...)	1
9	Radios data numériques RTR, RFU y compris antennes et câbles coaxial	1

La liste de stations hydro-climatologiques concernées par le présent marché est donnée dans le tableau ci-après :

N°	Nom de la station/relais	Coordonnées	
		X	Y
1	Aïn Aïcha	546,800	428,800
2	Tabouda	524,250	461,600
3	Galez	555,325	439,850
4	Ratba	542,100	467,600
5	Bab Ouender	579,500	440,100
6	Zalagh	540,000	389,000
7	Jbel Oudka	553,000	459,000

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) ;
3. Le bordereau des prix formant -détail estimatif ;
4. L'offre technique ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Travaux.

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché issu du présent appel d'offre, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité n° 2-12-349, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

A- Textes généraux

- Le dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement, tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.12.349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret n° 2-03-703 du 18 Ramadan 1424 (13 novembre 2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat. ;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.
- Circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics
- Décret n° 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Code général des impôts ;
- L'arrêté portant organisation financière et comptable des agences des bassins hydrauliques n°2-1104/DE/SPC du 8 mars 2005 ;
- L'arrêté du chef du gouvernement n° 3-302-15 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics ;

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre particulièrement le décret royal n° 2.73.685 du 12 Kaada 1393 (08 Décembre 1973) portant revalorisation du salaire minimum dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et l'agriculture.

L'entrepreneur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

En outre, le concurrent devra se procurer de ces documents s'ils ne sont pas en sa possession et ne pourra en aucun cas exciper l'ignorance de ceux-ci pour se dérober des obligations qui y sont contenues.

En cas de modification, dans les textes concernés, le concurrent se référera aux plus récents d'entre eux.

Si les textes généraux présentent des clauses contradictoires, le concurrent devra se conformer au plus récent d'entre eux

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après notification de son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat de l'ABHS. Si ce visa est requis, selon la réglementation en vigueur.

L'approbation du marché doit intervenir avant tout commencement de réalisation. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de 75 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au titulaire, contre décharge, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier de prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations d'études et de maîtrises d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU PRESTATAIRE

A défaut d'avoir élu domicile au niveau de l'acte d'engagement, toutes les correspondances relatives au marché qui découlera du présent appel d'offres seront valablement adressées au domicile élu par le prestataire, sis.....Maroc.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 8 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- 1°) la liquidation des sommes dues par l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 7 du dahir du 28 août 1948, est Monsieur le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou.
- 3°) les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, à le prestataire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre de l'original du marché et de « l'exemplaire unique » remis au prestataire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

Si l'entrepreneur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- l'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants ; - le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- la nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ; - le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ; - et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents à l'article 24 du décret 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 de décret précité n° 2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 10 : DUREE DU MARCHE

Le marché issu du présent appel d'offre sera conclu pour une période d'une année.

Ce marché sera reconduit tacitement d'année en année dans la limite d'une durée totale de trois (3) années consécutives à compter de la date de commencement de l'exécution des prestations prévue par ordre de service.

La non-reconduction du marché reconductible sera prise à l'initiative de l'une des deux parties au marché moyennant un préavis d'un (1) mois donné au prestataire par le maître d'ouvrage et de trois (3) mois donné au maître d'ouvrage par le prestataire et ce avant la fin de l'année en cours (à la date d'anniversaire).

La non-reconduction du marché donne lieu à la résiliation du marché.

ARTICLE 11 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix forfaitaires.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

ARTICLE 12 : REVISION DES PRIX :

Par l'application de l'article 12 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité, Les prix du marché qui découlera de cet appel **d'offres sont fermes et non révisables.**

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentielle toute information ou donnée ou élément de toute nature, relative à l'ABHS, qu'il a recueillie et qu'il a produite directement ou indirectement à l'occasion du marché. Il est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents, données ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître et met en œuvre les moyens pour conserver la confidentialité de ceux-ci, et ce, pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Il s'engage également à ne pas reproduire ou utiliser les informations confidentielles quelles qu'en soient leurs finalités.

Protection des données à caractère personnel : le titulaire est tenu au respect des règles de la loi 08-09 relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire doit informer ses cotraitants ou sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci. A l'échéance du contrat, le Titulaire s'engage soit à détruire, soit à remettre au Maître d'Ouvrage l'ensemble des données encore en sa possession.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 6 000 dirhams (six mille dirhams).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché reconductible.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations.

ARTICLE 15: RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas procédé à une retenue de garantie.

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des travaux, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 17 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Le prestataire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 18 : MODALITES DE REGLEMENT

Le marché qui découlera du présent appel d'offres sera consenti moyennant le paiement par le Maître d'Ouvrage du montant porté au bordereau des prix – détail estimatif.

La redevance due pour la maintenance curative (prix n°2) pour une fraction de mois est décomptée au prorata temporis sur une base mensuelle du nombre de jours du mois concerné.

Les décomptes sont trimestriels et payables à termes échu après certification du service fait.

Le maître d'ouvrage établit, à la fin de chaque année budgétaire et à la fin de la dernière période du marché reconductible, un décompte définitif à hauteur du montant des prestations réalisées au titre de la période considérée.

Le premier décompte couvrira la période allant de la date de commencement du service jusqu'à la fin du trimestre.

Le règlement des prestations objet du présent marché se fera sur des décomptes établis sur présentation des titres justificatifs des opérations effectuées conformément au bordereau des prix du présent marché.

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire du prestataire n° : ouvert auprès de

ARTICLE 19 : PENALITES POUR RETARD

A défaut de respecter les délais prescrits dans l'article, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 2 ‰ (deux pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien l'entrepreneur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché reconductible.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues par l'article 42 du CCAG-EMO.

ARTICLE 20 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des études réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 21 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément aux stipulations de l'article 49 du CCAG-EMO, il sera procédé à la réception définitive, après que le maître d'ouvrage se soit assuré que les malfaçons ou les imperfections éventuelles ont été réparées par le prestataire.

ARTICLE 22 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par les articles 28, 30, 43 à 48, 53, 60 et 70 du CCAG-EMO.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge de prestataire, le ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont l'entrepreneur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son administration.

ARTICLE 23 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 24 : MESURES DE SECURITE

Le prestataire s'engage à respecter les mesures de sécurité et d'hygiène conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-EMO.

Il est à signaler que les prestations objet du marché issu du présent appel d'offres concernant des travaux qui s'exécutent généralement en hauteur ou dans des zones à haut risque de chute ce qui expose la vie des personnes y travaillant à des dangers. Aussi, le prestataire est sensé mettre à la disposition de son personnel tous les moyens nécessaires pour assurer leur protection et leur sécurité.

Le MO se réserve le droit d'arrêter les travaux si les mesures de sécurité ne sont pas prises par le prestataire.

ARTICLE 25 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 et 55 du CCAG-EMO.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents relevant de la ville de Fès.

ARTICLE 26 : FORCE MAJEURE

Les cas de force majeure sont régis par les dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO.

CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

ARTICLE 27 : DEFINITION DE LA MAINTENANCE

La maintenance vise à maintenir ou à rétablir l'état de fonctionnement normal des équipements et logiciels objet de ce marché issu du présent appel d'offres.

La maintenance regroupe les actions de réparation, de réglage, de révision, de contrôle et de vérification des équipements y compris le remplacement du matériel en panne ou détérioré et le rétablissement du fonctionnement normal des logiciels.

ARTICLE 28 : DEFINITION D'UNE PANNE

Une panne ou anomalie du système est tout dysfonctionnement constaté au niveau :

- du fonctionnement des matériels,
- du fonctionnement des logiciels,
- de la transmission et la réception des données,
- de la qualité des données observées, calculées, archivées ou transmises.
- Tout dysfonctionnement des équipements de télémessure hydro climatologique dans le bassin de l'Ouergha concernés par ce marché qui découlera du présent appel d'offre.

ARTICLE 29 : RECEPTION DU RETABLISSEMENT D'UNE PANNE

On considère que la panne est rétablie lorsque toutes les composantes du système sont jugées par l'ABHS exploitables dans les conditions normales.

ARTICLE 30 : MAINTENANCE PREVENTIVE

Le prestataire est tenu d'effectuer deux (2) tournées de maintenances préventives par an.

Chaque tournée consiste à effectuer des visites à l'ensemble des sites de l'article 2 du présent marché et pour chaque visite le prestataire doit réaliser les actions de contrôle pour assurer le bon fonctionnement du système notamment :

- Au niveau de siège de l'Agence à Fès :
 - Vérification du serveur et du système central pour la concentration, le contrôle, le traitement et la visualisation des données ainsi que l'ensemble de ses composantes ;
 - Vérification du déport de visualisation ;
 - Vérification et mise à jour éventuelle de tous les logiciels ;
 - Vérification du système d'alimentation électrique (y compris les onduleurs, les batteries, les câbles... etc.).
- Au niveau des sites des stations hydro-climatologiques:
 - Vérification des différents équipements et capteurs installés objet de ce marché équipements (Dataloggers, Capteurs radars, Modem GSM/GPRS, pluviomètres automatique, modems radio VHF, ...etc.) ;
 - Vérification du système d'alimentation électrique (y compris les batteries et les panneaux solaires de tous les équipements, les câbles... etc.) ;
 - Calibrage des différents équipement et matériel de mesure selon les règles de l'art.
 - Relevé du niveau d'eau au niveau des stations hydrométriques pour la calibration.
- Au niveau des relais :
 - Vérification des différents équipements installés objet de ce marché ;
 - Vérification du système d'alimentation électrique (y compris les batteries et les panneaux solaires, les câbles ... etc.) ;

Tous les travaux de vérification devront avoir lieu en présence des observateurs des stations.

La maintenance préventive comprend également la fourniture et le remplacement du consommable tel que spécifié par le constructeur.

Le programme de la tournée doit être défini par le prestataire en concertation avec le Maître d'Ouvrage. Tout changement dans le programme établi doit être notifié au MO.

Chaque visite sera sanctionnée d'une fiche de visite établie par le prestataire et validée par le représentant du Maître d'Ouvrage. Ladite fiche devra comprendre les actions de contrôle faites comme décrit ci-dessus ainsi que d'éventuelles observations sur l'environnement des équipements et des matériels de mesures pour assurer le fonctionnement normal accompagnées de photos illustratives (avant et après intervention).

Chaque tournée de maintenance préventive doit être sanctionnée par un rapport établi par le prestataire et validé par l'ABHS qui devra comporter les différentes fiches de visites.

ARTICLE 31 : MAINTENANCE CURATIVE

La maintenance curative concerne l'ensemble des équipements et logiciels mentionnés à l'article 2 ci-dessus au niveau des différents sites mentionnées audit article.

La maintenance curative comprend toutes les opérations de réparation ou de remplacement matérielles et logicielles, pièces de remplacement et main d'œuvre, de toutes les installations et équipements objet de ce marché.

Seules les pièces d'origine, neuves et avec des caractéristiques équivalentes ou meilleurs seront acceptées.

Quand il s'agit de remplacer une pièce défectueuse avec une autre de marque différente, le prestataire doit élaborer un rapport dans lequel il présente les caractéristiques du nouvel équipement, justifier la compatibilité de la nouvelle pièce avec les différentes composantes existantes et présenter le schéma de son intégration pour assurer le bon fonctionnement intégral du système de télémessure. Dans ce cas, le prestataire devra aussi requérir l'accord du MO avant le remplacement de la pièce défectueuse.

L'accord du MO pour installation de nouveau matériel ne désengage en aucun cas la responsabilité du prestataire pour assurer le fonctionnement intégral de la totalité des composantes du système objet de ce marché et de réparer tout dommage causé par l'installation du nouveau matériel.

Les actions à entreprendre sont :

- Le diagnostic,
- La détection et la localisation de l'anomalie,
- L'intervention de correction,
- Les essais de bon fonctionnement.

La maintenance curative sera effectuée en cas d'anomalie détectée par l'ABHS ou détectée lors d'une visite de maintenance préventive.

Chaque intervention de maintenance curative doit être sanctionnée par une fiche de maintenance curative établie par le prestataire et validé par l'ABHS.

La fiche de maintenance curative doit détailler toutes les opérations effectuées et mentionner les modules éventuellement remplacés.

ARTICLE 32 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE

Le prestataire devra :

- Disposer d'un stock pièce de rechange adapté à la quantité des équipements du présent marché, en corollaire, le prestataire ne peut prévaloir l'indisponibilité des pièces de rechange pour justifier un retard dans les délais d'intervention de maintenance curative ;
- Disposer d'une équipe technique au Maroc permettant d'intervenir sur les sites abritant les équipements ;
- Disposer de tous les outils et équipements nécessaires pour accomplir les tâches de maintenance (moyens de locomotion, outillage, appareils de mesure, appareillage électronique de test, ...) ;
- Disposer de véhicules tout terrain pour un accès aux différents sites en tout temps.

Les frais de transport, livraison, manutention, assurances, et tous frais d'approche engagés par le prestataire, pour assurer la maintenance (préventive ou curative), sont à sa charge et sont compris dans les prix proposés.

Le prestataire garantit le maître d'ouvrage contre les dommages causés aux locaux et aux équipements présents sur les sites objet de ce marché et ayant pour origine le matériel fourni et installé ou les agissements des membres de l'équipe d'intervention du prestataire.

Le prestataire, à la demande du MO, devra fournir des synthèses de opérations de maintenance faites dans des tableurs Excel. Le canevas de ces synthèses sera validé avec la MO.

Le prestataire, à la demande du MO, est tenue de créer des vues personnalisées de la base de données SQL Server qui contient les données collectées.

L'Agence pourra demander au prestataire à ce que les équipes de maintenance soient accompagnés d'un agent du MO. Dans ce cas, le prestataire devra assurer le transport de l'Agent du MO qui accompagnera les équipes du prestataire

ARTICLE 33 : DELAIS D'INTERVENTION

En cas de nécessité d'une intervention de maintenance curative, l'équipe technique du prestataire doit intervenir selon les délais suivants :

Site	Délais d'intervention de réparation sans besoin de remplacement de matériel	Délais d'intervention de réparation avec remplacement de matériel
Siège de l'ABHS à Fès	6 heures	24 heures
Stations hydro-climatologique, relais et piézomètres	48 heures	72 heures

Les délais ci-dessus sont comptés à partir de l'appel téléphonique ou réception par le prestataire, par mail ou par fax, d'une réclamation pour maintenance curative de la part d'un représentant du MO.

Les weekends et les jours fériés ne sont pas comptabilisés en temps secs, cependant en temps pluvieux, les weekends et les jours fériés sont comptabilisés dans les délais.

Le délai sera compté jusqu'à rétablissement de la panne.

ARTICLE 34 : DEFINITION DES PRIX

Prix n° 1 : Ce prix rémunère la maintenance **préventive** telle que décrite dans l'article 30 ci-dessus et après la remise par le prestataire du rapport de maintenance préventive. Ce prix est rémunéré à **la tournée**.

Prix n° 2 : Ce prix rémunère la maintenance **curative** telle que décrite dans l'article 31 ci-dessus et après la remise par le prestataire du rapport de maintenance curative. Ce prix est rémunéré **au trimestre**.

ARTICLE 35 : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF

N°	Désignation des prestations	Unité de compte	Quantité	Prix unitaire en DH HTVA	Total Prix en DH (HTVA)
				En Chiffres	
1	Maintenance préventive	Tournée	2		
2	Maintenance curative	Trimestre	4		
	Total HT en DH :				
	TVA en DH (20%) :				
	Total TTC en DH :				

ARRÊTÉ LE PRÉSENT BORDEREAU DES PRIX ET DÉTAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE :
.....
.....

Marché n°/2021
Issu de l'Appel d'offres N° 58/2021 ABHS du 15/12/2021

**OBJET : MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES EQUIPEMENTS DE
TELEMESURE HYDROCLIMATOLOGIQUE DANS LE BASSIN DE L'OUERGA
MARCHE RECONDUCTIBLE**

POUR UN MONTANT DE :

Dressé par :	Vérifié et présenté par :
Fès le	Date :
Lu et accepté par : Le prestataire soussigné	
Fès le	
Visé par : Le Contrôleur d'Etat de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou	Approuvé par : Le Directeur de l'Agence du Bassin Hydraulique du Sebou
Rabat, le :	Fès le